

Conclusions 2022 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

Cameroun

En 2022, le Cameroun a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Des responsables du bureau du délégué régional de l'Est au ministère des Affaires sociales ont identifié 3 000 enfants qui travaillaient dans 46 sites miniers. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont lancé le 1503, un nouveau numéro de téléphone gratuit pour lutter contre la traite, en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations. Enfin, les autorités camerounaises ont soutenu l'accès à l'éducation en distribuant 1 803 906 manuels scolaires gratuits à des élèves de 13 000 écoles primaires et en embauchant 3 000 instituteurs supplémentaires. Toutefois, au Cameroun, des mineurs sont livrés aux pires formes de travail des enfants, notamment dans l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes, et dans le recrutement par des groupes armés non étatiques pour les utiliser dans des conflits. Des enfants effectuent aussi des travaux dangereux dans les secteurs de la production du cacao et de l'orpaillage. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas remédié aux lacunes qui existent au sein du cadre juridique camerounais concernant l'interdiction de l'utilisation des enfants à des fins illicites, telles que la production et le trafic de stupéfiants, ou l'interdiction du recrutement d'enfants de moins de 18 ans par des groupes armés non étatiques.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Relever l'âge minimum de fin de scolarité obligatoire de 12 à 14 ans pour qu'il corresponde à l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2009 – 2022
	Frapper d'interdiction pénale l'utilisation d'enfants dans le cadre d'activités illicites, y compris la production et le trafic de stupéfiants.	2014 – 2022
	Adopter une loi sur l'éducation publique de base gratuite.	2019 – 2022
	Veiller à ce que le recrutement d'enfants de moins de 18 ans par des groupes armés non étatiques fasse l'objet d'une interdiction pénale.	2016 – 2022
	Veiller à ce que les lois interdisant la traite des enfants n'exigent pas la présence de menaces, du recours à la force ou de la contrainte pour tomber sous la définition de traite des enfants et à ce que tous les enfants de moins de 18 ans soient protégés.	2015 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Veiller à ce que les activités et les emplois dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive et qu'ils comprennent le travail subaquatique et à des hauteurs dangereuses.	2014 – 2022
Application	Publier des informations sur le budget de l'Inspection du travail.	2021 – 2022
	Créer un mécanisme permettant au ministère du Travail et de la Sécurité sociale de recevoir les plaintes associées au travail des enfants.	2021 – 2022
	Augmenter le nombre d'inspecteurs du travail de 224 à 772 afin de couvrir convenablement la population active, qui compte environ 11,6 millions de personnes.	2009 – 2022
	Veiller à ce que l'Inspection du travail reçoive un budget suffisant, notamment pour les transports, afin de remplir sa mission.	2009 – 2022
	Renforcer l'Inspection du travail en effectuant des inspections dans tous les secteurs, y compris le secteur minier et le secteur informel.	2013 – 2022
	Veiller à ce que les organismes d'application du droit pénal reçoivent une formation et un budget adéquats pour enquêter sur les pires formes de travail des enfants.	2022
	Recueillir et publier des statistiques exhaustives sur les mesures d'application du droit pénal, notamment le nombre d'enquêtes, de poursuites et de condamnations, et si des sanctions ont été imposées pour infractions liées aux pires formes de travail des enfants.	2009 – 2022
	Veiller à ce que le système national d'aiguillage et les procédures opérationnelles standard fonctionnent avec efficacité pour coordonner l'identification des victimes de la traite et leur porter assistance.	2021 – 2022
Coordination	Veiller à ce que le Comité national de lutte contre le travail des enfants dispose de suffisamment de ressources pour pouvoir s'acquitter des mandats qui lui ont été confiés.	2014 – 2022
Politiques gouvernementales	Adopter une politique qui s'attaque à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.	2021 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Programmes sociaux	Veiller à garantir l'accès à l'éducation des enfants déplacés internes et réfugiés et l'absence de violence dans les écoles et s'assurer qu'elles ne soient pas réappropriées à d'autres fins.	2018 – 2022
	Prendre des mesures visant à améliorer l'enregistrement des naissances et élargir l'accès aux papiers d'identité afin de s'assurer que les enfants aient accès à l'éducation et à d'autres mécanismes de protection sociale.	2020 – 2022
	Veiller à ce que les enfants puissent avoir accès à l'éducation en éliminant ou en couvrant les frais liés à la scolarité et aux manuels et uniformes scolaires.	2009 – 2022
	Veiller à ce que le nombre d'écoles, d'enseignants et d'installations sanitaires soit suffisant à travers tout le pays.	2009 – 2022
	Développer les programmes existants pour s'attaquer au problème du travail des enfants dans son ensemble au Cameroun.	2009 – 2022
